



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

plan biodiversité

Question au Gouvernement n° 895

Texte de la question

PLAN BIODIVERSITÉ

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili, pour le groupe La République en marche.

Mme Barbara Pompili. Monsieur le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, la biodiversité est en grave danger. On ne compte plus les signaux d'alarmes lancés par les scientifiques ces dernières années.

On sait que la sixième extinction de masse a commencé. On le constate même dans notre pays : ce sont les oiseaux que l'on n'entend plus, les hérissons que l'on ne voit plus et les insectes qui disparaissent.

M. Pierre Cordier. Les verts aussi ont disparu ! (*Sourires.*)

Mme Barbara Pompili. On sait qu'il n'y a pas de planète B. On sait que le déclin de la biodiversité impacte directement nos besoins vitaux, l'eau que nous buvons, la nourriture que nous mangeons, les plantes et les bactéries qui nous soignent, mais aussi les espaces naturels qui nous protègent contre les aléas climatiques, telles les inondations, les sécheresses et l'érosion.

On sait que nous sommes responsables de l'accélération du déclin de cette biodiversité, et que nous pouvons donc éviter le désastre. On le sait, et pourtant, pour reprendre vos mots, monsieur le ministre : « la biodiversité, tout le monde s'en fiche ».

Dès qu'il s'agit de sortir des discours pour entrer dans le concret, toutes les excuses sont bonnes pour éviter de prendre les mesures qui s'imposent. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Mme Émilie Bonnivard. C'est faux !

Mme Barbara Pompili. Il est vrai que c'est difficile, parce que notre système économique est à revoir complètement et que certains acteurs doivent être accompagnés ; parce que cela bouscule les habitudes ; parce que le court terme prend encore trop souvent le pas sur le long terme.

On le constate ici même, à l'Assemblée nationale, quand, sur certaines lois, des mesures de simple bon sens sont repoussées parce qu'il faut attendre encore et toujours. Pendant ce temps, la catastrophe approche. Nous ne pouvons plus continuer à scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Monsieur le ministre, vous voulez provoquer un sursaut citoyen à travers votre plan sur la biodiversité et mettre ce sujet au cœur de nos politiques publiques.

Mme Émilie Bonnivard. Il n'y a pas plus urgent ?

Mme Barbara Pompili. Pouvez-vous donc nous indiquer comment vous allez œuvrer pour qu'enfin, collectivement, nous arrivions à faire bouger les choses ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM, et sur quelques bancs du groupe UDI-Agir.*)

Mme Émilie Bonnivard. Envoyons l'homme sur Mars, il n'y aura plus de problème !

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Éric Straumann. Il est encore là !

M. Pierre Cordier. Il n'est pas encore parti !

M. Patrick Hetzel. Bientôt les vacances de M. Hulot ? (*Rires sur les bancs du groupe LR.*)

Mme Brigitte Bourguignon. Vous vous croyez dans une cour d'école ?

M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire. Madame la présidente, chère Barbara, il y a peu de temps encore, pour ajouter au diagnostic que je ne vais pas développer, un organisme que personne ne conteste nous a annoncé qu'à l'horizon de 2050, 35 % à 50 % du vivant auront disparu de notre planète. Il y aurait bien, pour endiguer ce phénomène, une mesure, mais je crains qu'elle ne puisse s'insérer dans un texte de loi.

M. François Ruffin. La fin du capitalisme ?

M. Jean-Luc Mélenchon. Celle de l'argent ?

M. Nicolas Hulot, ministre d'État. Il s'agirait de sortir d'une approche anthropocentrique. L'homme doit cesser de croire qu'il peut faire cavalier seul. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Mais il nous faut également nous interroger, vous avez raison, sur un modèle économique qui est parfois aussi une licence à détruire et à gaspiller.

M. Jean-Luc Mélenchon. Ah, voilà !

M. Nicolas Hulot, ministre d'État. Mais une fois que l'on a dit cela, il faut passer à l'action. La France prendra sa part de responsabilité : je présenterai donc début juillet un plan qui est soumis à la consultation des citoyens.

Gardons cependant à l'esprit que chacun doit s'interroger sur ce qu'il peut faire pour protéger la biodiversité. Il faut changer de vocabulaire : l'idée n'est plus de réduire notre impact sur la biodiversité, mais d'avoir un impact positif sur celle-ci.

M. Jean-Paul Dufrène. Très bien !

M. Nicolas Hulot, ministre d'État. Nous devons restaurer les écosystèmes. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM. – M. Balanant et M. Millienne applaudissent.*)

Nous devons également nous fixer comme objectifs de parvenir à zéro artificialisation des sols, d'arrêter d'empoisonner la nature et de multiplier les zones protégées afin de protéger la biodiversité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Mme Émilie Bonnivard. Allons vivre sur Mars !

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 895

Rubrique : Biodiversité

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mai 2018](#)